



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par Women's World Summit Foundation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Les avancées des femmes au cours de l'histoire des Nations Unies depuis 1975 est une histoire remarquable, avec la question de l'égalité des sexes qui a acquis une visibilité internationale au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme et des quatre conférences majeures des Nations Unies tenues à Mexico, Copenhague, Nairobi et Beijing.

L'autonomisation des femmes et les avancées qui ont été obtenues dans le monde représentent une réelle réussite pour l'humanité. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont représenté un plan de progression pour les avancées significatives qui ont été régulièrement obtenues. Cependant, cet ensemble d'objectifs constitue seulement une petite partie de ce qui devrait être fait.

Le programme de développement pour l'après-2015 est l'occasion de réitérer notre engagement à éliminer une bonne fois pour toutes les causes profondes de l'inégalité entre les sexes, par exemple :

- Les attitudes, les stéréotypes et les pratiques persistantes qui entérinent socialement le rôle dévolu à chacun des deux sexes et les relations entre les sexes, et cantonnent les femmes à des travaux domestiques non rémunérés et à la procréation;
- L'usage de la tradition et de la culture comme excuse pour refuser aux femmes leurs droits fondamentaux;
- Un paradigme de développement qui échoue à placer les personnes, en particulier les femmes et les enfants, au centre de la planification;
- Un modèle économique dominant qui encourage le profit économique à court terme, la cupidité et l'exploitation au détriment de la justice sociale et du bien-être intergénérationnel des personnes, des sociétés et de leur environnement.

Combien de fois devons-nous réclamer nos droits et l'égalité des sexes? Les États Membres continueront-ils à adopter quantité de résolutions et de déclarations sur l'autonomisation des femmes sans application concrète? Étant donné que les femmes représentent la moitié de l'humanité et compte-tenu de leur contribution à l'égalité, au développement et à la paix, et considérant les connaissances et les statistiques que les Nations Unies continuent de donner au monde, nous devons poser des questions qui dérangent.

Combien de fois devons-nous répéter que les femmes travaillent pour l'humanité entière, s'occupent d'elle et contribuent à la création d'un monde pour tous? La réalité est liée à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : l'autonomisation des femmes, la production alimentaire, l'éducation pour tous, la santé maternelle, la plus faible mortalité de l'enfant et la protection de l'environnement. Toutes ces avancées sont liées à la pleine participation des femmes.

* *Remarque* : Cette déclaration est approuvée par les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Femmes Afrique solidarité, International Federation of University Women, Medical Care Development International, Mothers Legacy Project, Mouvement mondial des mères international, Pan Pacific and South-East Asia Women's Association, Solar Cookers International, Women's World Summit Foundation et World Young Women's Christian Association.

Combien de fois devons-nous insister sur le fait qu'il n'y aura pas de développement durable sans paix et sécurité humaine, et que les femmes doivent être pleinement engagées en tant que partenaires clefs dans les processus de paix, de médiation, de négociation ainsi que les processus gouvernementaux?

Combien de fois devons-nous rappeler à nos gouvernements de prendre des mesures concernant les inégalités entre les sexes, notamment les suivantes :

- 95 % des violences domestiques visent les femmes;
- 80 % des personnes faisant l'objet de trafic à l'échelle mondiale sont des femmes;
- 80 % des réfugiés dans le monde sont des femmes et des enfants;
- 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes;
- 66 % des heures de travail réalisées dans le monde, rémunérées ou non, sont effectuées par des femmes;
- 60 % des personnes qui ont faim dans le monde sont des femmes et des filles;
- Les femmes occupent seulement 20 % des sièges parlementaires dans le monde;
- Les femmes possèdent seulement 15 % de tous les biens
- Les femmes touchent toujours des salaires 20 à 30 % inférieurs à ceux des hommes pour un même travail;
- Plus de 200 millions de femmes dans le monde n'ont pas accès à la planification familiale;
- Dans le monde, 123 millions de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) n'ont pas les compétences de base en lecture et en écriture; 61 % d'entre eux sont des jeunes femmes;
- Si les tendances actuelles se poursuivent, 142 millions de filles seront mariées avant leur dix-huitième anniversaire d'ici à 2020.

Combien de fois devons-nous répéter qu'une gouvernance insuffisante et des ressources limitées ne sont plus des excuses? Le monde a les moyens financiers. Il est temps de dépasser les modèles économiques fondés sur le profit. Le nouveau cadre de développement ne doit pas revenir sur les engagements mondiaux actuels, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cibles mondiales non atteints.

La réponse n'est pas facile. Nous appelons les États Membres à se concentrer sur un programme d'action en faveur d'un réel changement de la condition de la femme. L'Ambassadeur Anwarul K. Chowdhury, ancien Président du Conseil de sécurité, lors du Forum de haut niveau sur la culture de paix le 6 septembre 2013, a exprimé clairement que cela était essentiel pour le futur des hommes et des femmes à la fois : « Tant que l'égalité des femmes ne sera pas établie dans toutes les sphères de l'activité humaine, le droit de l'homme à la paix ne sera pas possible. Sans la paix, le développement est impossible, et sans les femmes, ni la paix ni le développement ne sont possibles. »

Les femmes du monde entier continueront de demander des comptes aux Gouvernements, réalisant que le changement social requiert que les personnes restent impliquées et engagées en faveur de l'égalité, du développement et de la paix pour tous.
